

L'ONU TROUVE GRÂCE DEVANT L'URSS

La vigueur retrouvée de l'ONU s'explique notamment par le fait que les Soviétiques s'intéressent maintenant avec sérieux à l'organisation qu'ils ont aidé à créer.

PAR NANCY GORDON

DANS LE CADRE DE SON «nouveau mode de pensée» au sujet de la politique étrangère, l'URSS accorde désormais plus d'importance aux Nations-Unies. Le Kremlin est en train de lever le rideau qu'il avait fait tomber sur le monde, et les citoyens du pays découvrent ainsi une ONU qu'il leur faut prendre au sérieux et au sein de laquelle ils sont disposés à tenter une participation. Peu habituée au cours des dernières années à de tels regards approbateurs de la part de l'URSS, l'ONU s'est montrée disposée et capable d'assumer les responsabilités plus considérables qui lui sont échues.

En 1988, nous avons été témoins de diverses manifestations de cette nouvelle «pensée» à New York, à Genève et dans d'autres centres où l'ONU se réunit. C'est ainsi qu'au début de décembre, M. Mikhaïl Gorbatchev a choisi l'Assemblée générale comme tribune où faire une déclaration importante sur la réduction des forces classiques. Dans le même immeuble, M. George Shultz écoutait impassiblement, tandis que M. Dan Rather et le réseau CBS couvraient l'événement en direct.

À l'ouverture de l'Assemblée, en septembre, M. Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, a présenté, dans le cadre du discours incombant traditionnellement au titulaire de son poste, une longue liste de propositions sur l'action de l'ONU et sur les améliorations à apporter à sa structure. Le discours était dénué de la rhétorique caractérisant d'habitude les allocutions soviétiques à l'ONU. Un de ses sous-ministres, M. Vladimir Petrovski, a énoncé en détail, devant la Commission politique spéciale et la Sixième Commission, les points de vue soviétiques sur la «sécurité globale» et sur ce que le rôle de l'ONU devrait être. À Kingston (Ontario), en octobre, M. Petrovski a prononcé le

discours-thème à une conférence sur les centres pour la réduction des risques de guerre; il a appuyé le concept et il a proposé des moyens de faire progresser le processus avec la participation de l'ONU.

Les Soviétiques ont eu recours à l'ONU pour préparer un retrait de leurs troupes présentes en Afghanistan; de concert avec les Américains, ils ont entrepris des démarches discrètes pour faire jouer à l'Organisation un rôle dans le règlement du conflit déchirant la Namibie et l'Angola; ils se sont aussi dits en faveur d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient qui se tiendrait sous l'égide de l'ONU; et ils ont commencé à payer leurs dettes relatives à d'anciennes opérations de maintien de la paix.

QUE SE PASSE-T-IL AU JUSTE ? EST-CE bien là le même pays qui, il n'y a pas si longtemps, ne s'intéressait que pour la forme à l'ONU et à d'autres organismes internationaux ? Le même pays qui s'opposait aux initiatives du Secrétaire général et qui refusait de payer une partie de ses cotisations pour des entreprises qu'il n'appuyait pas ? Et le même pays qui, d'abord et avant tout, prenait bien garde de ne participer à aucun jeu multilatéral dont les règles et les arbitres échappaient à sa maîtrise ?

La réévaluation de l'état du monde par les Soviétiques, processus qui a commencé avec l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir en 1985, repose sur un certain nombre d'hypothèses qui débouchent naturellement sur un élargissement du rôle de l'ONU. Dans son livre intitulé *Perestroïka*, publié en 1986, M. Gorbatchev met en lumière la nature interdépendante du monde des années 1980, la futilité de toute politique visant à assujettir la sécurité aux armes nucléaires, l'existence d'un équilibre multipolaire, et

non bipolaire du pouvoir, et les menaces grandissantes que la dégradation de l'environnement représente.

En septembre 1987, M. Gorbatchev a fourni plus de détails dans la *Pravda* et *Izvestia* en rédigeant un article qu'on a beaucoup cité et qui s'intitulait «Réalités et garanties pour un monde sûr.» Il a énuméré les divers éléments d'un programme complet de sécurité qui ferait appel à l'ONU, et il a invité les États à l'analyser. Ces idées ont évolué en 1987 et 1988, et M. Gorbatchev a récemment souligné la nécessité de favoriser l'épanouissement et la prépondérance du droit international. Pendant des entrevues accordées à Moscou en novembre 1988, des porte-parole et des universitaires soviétiques ont discuté expressément de ce qu'ils proposaient pour accroître l'efficacité de l'ONU. La liste est longue. Citons notamment les idées suivantes : convoquer des réunions du Conseil de sécurité pour discuter, au niveau des ministres des Affaires étrangères, du désarmement nucléaire et naval, et au niveau des chefs d'État, de toutes les questions de désarmement et de développement figurant à l'ordre du jour de l'ONU; permettre une adhésion universelle à la Conférence du désarmement, qui ne réunit actuellement que quarante pays, et faire en sorte qu'elle siège l'année durant; tenir à l'ONU un registre des ventes et des transferts d'armes classiques; et constituer des mécanismes onusiens pour garantir le respect des accords de limitation des armements et surveiller les nouvelles technologies.

Dans son discours prononcé devant l'Assemblée générale, en septembre, M. Chevardnadze a appuyé et proposé des mesures qui renforceraient les pouvoirs du Secrétaire général en lui donnant meilleur accès à l'information. Il a préconisé d'établir une liaison directe entre les sièges sociaux de

l'ONU, les membres du Conseil de sécurité et le président du groupe des pays non alignés; une telle liaison, a-t-il précisé, aiderait sans doute à éviter des crises et des conflits internationaux. Dans un aide-mémoire et un discours prononcé devant la Sixième Commission, M. Vladimir Petrovski a approfondi ces idées : le Secrétaire général devrait, de son propre chef, signaler tout conflit potentiel aux membres du Conseil de sécurité; les observateurs militaires de l'ONU pourraient mener activement des démarches diplomatiques préventives, et le Conseil de sécurité devrait avoir le pouvoir de dépêcher des observateurs militaires de l'ONU dans les lieux de vives tensions. Cela modifierait considérablement la méthode actuelle de l'ONU, qui envoie des forces de maintien de la paix ou des observateurs seulement si les deux adversaires le demandent et si un cessez-le-feu est en vigueur entre eux.

Pendant l'été 1988, les Soviétiques ont proposé d'envoyer dans le Golfe persique une force navale de l'ONU, et ils ont repris cette idée à l'automne. Cette ligne de pensée va de pair avec la faveur qu'ils accordent aux centres pour la réduction des risques de guerre, lesquels seraient créés au sein du Secrétariat de l'ONU et se soucieraient de prévenir tant les conflits nucléaires que classiques. L'URSS a aussi émis des idées au sujet des casques bleus et elle a remis sur le tapis une proposition qui portait sur la création d'un corps onusien permanent d'observateurs militaires et de troupes. Elle a aussi offert de participer à certaines opérations de maintien de la paix, si la conjoncture s'y prêtait et si les autres États étaient d'accord. Pareille évolution des choses contrasterait avec la doctrine actuelle voulant que les superpuissances s'abstiennent d'intervenir dans de telles opérations.